

Chômage : les propositions d'un patron ornaïs

Face au chômage des artisans, Pierre Hervé, patron d'une PME, prône la flexibilité du contrat de travail. L'Ornaïs s'en est expliqué aux conseillers de François Hollande qu'il a accompagnés à Cuba et à Haïti.

Entretien

Pierre Hervé, chef d'entreprise, était au sein de la délégation accompagnant François Hollande dans les Caraïbes, il y a trois semaines. Face au chômage, le petit patron propose des solutions radicales. Il s'en est expliqué lundi, à la chambre de Métiers de l'Orne, où il siège.

Les chiffres du chômage n'ont jamais été si haut. Comment y remédier ?

Il faudrait une « loi d'urgence » : un système qui crée une flexibilité permettant d'embaucher et débaucher quand le travail ne se présente pas. Actuellement, seuls les artisans peuvent embaucher un à deux millions de personnes. Mais n'ayant une visibilité qu'à trois mois pour leurs carnets de commandes, ils n'osent pas embaucher par crainte de ne pas pouvoir débaucher rapidement.

Comment se traduirait cette flexibilité ?

Il faut pouvoir arrêter facilement un contrat. Actuellement, un licenciement est quasiment impossible. Mais un carnet de commandes en dents de scie avec deux ou trois mois de trou dans l'année ne permet pas toujours de garder un salarié, les marges sont très basses à cause de la concurrence des auto-entrepreneurs ou des travailleurs détachés. Il faut qu'il puisse arrêter l'embauche instantanément et que la personne puisse s'inscrire aussitôt à Pôle emploi sans attendre quinze jours, un peu à l'image du système des intermittents du spectacle.

Le CDD n'est pas une solution ?
C'est un palliatif qui n'est pas bon, il induit d'attendre pendant une période et on ne peut pas le renouveler trois fois, sinon ça devient un CDI.

Ce système pourrait-il être transposable à des secteurs autres que l'artisanat ?

Il faudrait le cantonner aux métiers de transformation, car ces métiers nécessitent beaucoup de matière première qu'il faut payer.

La flexibilité serait inquiétante pour les salariés...

Mais on ne peut pas rester les bras croisés sans rien faire ! Ce système permettrait de créer un mouvement de travail. Ce sont les artisans qui tirent tout vers l'avant.

On insiste : n'y a-t-il pas le risque d'une précarisation générale ?

Cela précariserait en effet si la personne ne peut pas immédiatement passer du statut de salarié à celui de chômeur. Mais ce système-là ne va rien précariser si l'État joue le jeu. Il faut que ce soit un système dominant-donnant : la personne accepte ce système mais l'État doit aussitôt la prendre dans son circuit d'aide et d'indemnisation.

C'est un discours que vous avez évoqué dans l'entourage de François Hollande.

Lors de son déplacement à Cuba, j'en ai parlé à un de ses conseillers, lui expliquant aussi que les charges sociales sont un poids très lourd dans la décision d'embauche.

Qu'est-ce que vous proposez ?

Il faut une décision radicale et la radicalité c'est de dire : il n'y a plus de charges sociales mais elles seront payées via une taxe sur les matériaux de construction. Car il faudrait que tous ceux qui transforment ou manipulent un objet créent de la charge sociale, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui (NDRL : à cause du travail au noir).

Comment calculer cette taxe ?

On prend la masse des entreprises qui paient une valeur de charges sociales en achetant une valeur de matières premières qu'elles vont transformer. Il suffit de rajouter une valeur



François Hollande serrant la main de Pierre Hervé, le 11 mai à Cuba.

sur ces matières premières. Ainsi, tous ceux qui achètent ces matières premières et qui, aujourd'hui, ne participent pas à l'effort de l'État – les 30 % qui travaillent au noir dans notre secteur d'activité – payeront ainsi leurs propres charges sociales ! Ce serait une fausse TVA sur les matériaux comme on a fait une taxe de quelques centimes sur les éco-produits.

Vous avez eu l'écoute de l'entourage présidentiel ?

L'idée les a beaucoup intéressés. Mais on m'a expliqué toute la complexité que cela impliquerait car cela touche cinq administrations. Mais ça serait un formidable contre-poids au système du travail au noir ou aux travailleurs détachés.

Recueilli par François BOSCHER.

Le chômage augmente encore dans l'Orne

Le nombre de demandeurs d'emploi progresse dans le département alors qu'il baisse dans la Manche et le Calvados. Fin avril, l'Orne dénombre 13 046 chômeurs de catégorie A (sans activité). La hausse est de 0,4 % (+50 demandeurs d'emploi) par rapport à fin mars 2015 (+0,7 % en France métropolitaine), alors que

l'évolution est à la baisse pour le Calvados (-0,3 %) et la Manche (-1,5 %). En un an, la progression est de +3 % dans l'Orne contre +3,6 % en Basse-Normandie qui totalise 69 479 inscrits à Pôle emploi en catégorie A. Sur cette même période, l'augmentation est de +5,1 % en France métropolitaine.

Si on additionne les demandeurs d'emploi ayant des activités réduites (catégories B et C), le total s'établit à 21 088 inscrits dans le département de l'Orne. Une hausse de +1,1 % en un mois et +6,7 % alors qu'en Basse-Normandie, l'évolution est +0,7 % par rapport à mars 2015 et +7,1 % en un an.

Pierre Hervé avec la délégation présidentielle à Cuba et Haïti

La présence de Pierre Hervé au sein de la délégation présidentielle à Cuba et Haïti (11-12 mai) n'est pas le fruit du hasard. À la tête de son entreprise « La Tuile de bois » installée à Saint-Hilaire-le-Chatel, près de Mortagne, le patron de la PME avait fondé en 2009 l'association Camaha, pour venir en aide aux Cubains.

Elle a mis son expérience au service des sinistrés du tremblement de terre d'Haïti de janvier 2010, construisant un hôpital en bois de 300 lits. « On a aussi monté deux centres de production pour faire 7 000 maisons en bois ».

Pendant plusieurs années, il a exporté du bois du Perche vers Cuba. Depuis un an, Pierre Hervé est à la



Pierre Hervé avec le président d'Haïti, Michel Martelly.

tête de Stratégie Bois, un bureau d'études de six ingénieurs, au Mans. « Nous avons toujours cru en Cuba, pays au fort potentiel pour l'exportation ». Il y vit sept mois par an, sous le charme d'un pays qui « adore l'his-

toire de France et qui a fondé une partie de son évolution en copiant ce qu'on a fait ici après 1945 ».

Dépourvu de production de bois, Cuba a énormément de besoin dans ce domaine, « mais aussi dans tout ce qui est lié au développement agricole, l'éolien, le photovoltaïque, secteurs où ils importent tout ! »

Son ancrage à Cuba lui a permis de bien connaître un circuit d'import-export pourtant assez complexe, « alors on est devenu une sorte de porte d'entrée pour les entreprises françaises ». C'est ce qui lui a valu de faire partie du voyage présidentiel à Cuba. Là, il a participé aux forums économiques mettant en relation les dirigeants de sociétés cubaines et

leurs homologues français.

Le lendemain, le cortège présidentiel a fait escale à Haïti. « C'est un pays où tout doit être reconstruit. Il y a une mainmise très forte des Américains, mais les Haïtiens parlent français, ils nous apprécient. Eux aussi doivent tout importer. Il n'y a pas de bois, or ils veulent construire des maisons en bois car elles ne craignent pas les tremblements de terre. » Lors du séisme de 2010, les maisons en bois que les Français avaient construites au XVIII^e siècle étaient restées debout... alors que toutes les autres étaient tombées.

Statu quo sur les 17 fermetures de classes

Face aux syndicats, le directeur académique reste inflexible sur la carte scolaire définie pour la rentrée 2015.

Hier, le directeur académique, François Lacan, et les syndicats ont de nouveau passé trois heures autour de la table, lors d'un comité technique spécial départemental (CTSD). « Nous réclamions ce comité pour revenir sur les fermetures de classe et les suppressions de poste annoncées. Mais le directeur académique ne conçoit aucune avancée », déplore Laurent Charles, représentant départemental du syndicat des enseignants SNUipp-FSU.

Cette nouvelle consultation confirme le projet de carte scolaire présenté aux enseignants, parents et élus le 5 mai (*Ouest-France* du 6 mai). À la rentrée 2015, dix-sept classes et huit postes d'enseignants disparaîtront dans le département.

Le SNUipp-FSU s'inquiète en particulier pour les écoles de Couterne et de Sainte-Gauburge-Sainte-Colombe « où les fermetures sont confirmées malgré des effectifs

prévus en hausse ». Il pointe aussi le cas des écoles de La Sauvagère - Saint-Maurice-du-Désert - La Coulonche, Montsort à Alençon et du Theil-sur-Huisne qui « voient leurs effectifs augmenter de façon significative mais n'ont toujours pas d'ouverture prévue ». L'école du Theil devra de surcroît faire face à un afflux d'élèves après la fermeture de l'école privée Immaculée Conception.

Le représentant des enseignants fustige aussi l'absence de réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté depuis 2007, des moyens de remplacement insuffisants et l'augmentation de la charge de travail des maîtres référents. « Nous avons demandé au directeur académique d'intervenir auprès du ministère pour revenir sur la suppression de huit postes, un minimum pour laisser le département respirer un peu. »

Anne-Sophie BLOT.

Forum autour de la dématérialisation, jeudi

Le parc Anova accueille ateliers, exposants et experts. Le salon Dem@t-tech s'adresse aux entreprises et collectivités.



Thomas Debris, directeur opérationnel, et Didier Breux, directeur de l'Échangeur Basse-Normandie qui organise le salon.

Marre des armoires de bureau qui débordent de papier ? Rendez-vous au salon Dem@t-tech, jeudi. Il présente tout ce qu'il faut savoir sur la dématérialisation, ou transformation de documents palpables en données numériques. Un thème qui en appelle un autre, également traité lors du salon, le stockage de ces données.

Quarante exposants

Cette 7^e édition de Dem@t-tech est d'actualité : « L'administration française vient d'annoncer qu'elle va simplifier et dématérialiser les démarches, rappelle Isabelle Potin, assistante de direction à l'Échangeur Basse-Normandie, qui organise l'événement. Dématérialiser et stocker les données, toutes les entreprises peuvent y gagner, quelle que soit leur taille ou leur domaine d'activité. »

Vingt ateliers, quarante exposants et soixante experts animeront le sa-

lon. Ils répondront à des questions diverses : comment faire cohabiter archives papiers et archives numériques ? Quels usages et quelle sécurité ? Combien ça coûte ? Que faire de ses e-mails ? Comment trouver de nouveaux clients et fournisseurs ? Pourquoi et comment dématérialiser les factures ?

Hébergé dans les locaux de l'espace numérique multiservices Star-tech 61, dans l'enceinte du conseil départemental, l'Échangeur Basse-Normandie est un « facilitateur » d'accès aux innovations et usages de l'internet. Centre de formation et de ressources, il permet aux entreprises, collectivités, institutions et professions libérales de se familiariser avec les nouvelles technologies, d'en suivre les évolutions et d'en identifier l'impact sur leurs activités.

Jeudi 4 juin, de 8 h 45 à 16 h 30, au parc Anova. Gratuit.

Debout la France s'implante dans l'Orne

Bertrand Lespagnon est le nouveau secrétaire départemental. Il est en charge de préparer les Régionales.

Trois questions à...

Bertrand Lespagnon, secrétaire départemental de Debout la France.

Qui êtes-vous ?

J'ai 67 ans, j'habite à Tournai-sur-Dive et je suis un retraité des chambres consulaires. J'ai travaillé en tant que conseiller économique et chargé de mission dans les chambres de métiers et de commerce de différents départements, dont l'Orne pendant trente-quatre ans. Durant ma carrière, il m'était interdit de m'engager politiquement. Mais depuis que je suis à la retraite, je soutiens Nicolas Dupont-Aignan, du parti Debout la France. Je me reconnais parfaitement dans son slogan « Ni système, ni extrême ». Nous sommes un parti gaulliste, qui milite pour une droite diversifiée.

Vous êtes le premier secrétaire départemental de Debout la France. Quel est le visage de ce parti dans l'Orne ?

Nous avons une trentaine d'adhérents dans l'Orne et lors de la dernière présidentielle, 80 maires nous avaient parrainés. Nous sommes un jeune parti qui doit s'organiser, se structurer. Mon rôle en tant que



Bertrand Lespagnon.

secrétaire départemental de cette première fédération ornaise va être d'animer le territoire mais aussi de préparer une liste pour les régionales. Nous avons déjà des choses en route, mais rien d'officiel pour le moment.

Quelles sont les priorités dans l'Orne, selon vous ?

Nous devons recentrer la politique sur la vie quotidienne des gens, pour servir les Normands. Il y a de gros efforts à faire sur la formation professionnelle, le développement économique mais aussi la mobilité. La possible suppression du train Tours-Le Mans-Caen serait un gros problème dans l'Orne. Les autoroutes sont aussi beaucoup trop chères...

Propos recueillis par Manon LOUBET.